

Message du Sénat

Le premier ministre, M. Brian Mulroney, a reconnu humblement hier soir que le gouvernement avait fait sa part d'erreurs et qu'il n'avait pas encore trouvé le moyen de permettre à Terre-Neuve de bénéficier des richesses du Canada.

«Nous avons fait des erreurs et nous en ferons sans doute d'autres encore—ces erreurs ont été commises par des hommes et des femmes qui ne voulaient que votre bien,» a-t-il rappelé à quelque 1 500 partisans rassemblés pour l'entendre.

Le premier ministre a admis en août que ses initiatives politiques n'étaient pas efficaces, monsieur le Président. Il l'a répété en octobre 1986. Et voilà que, dans le dernier budget, les crédits destinés au développement économique régional sont tronqués de 39 p. 100. On ne propose ni programme nouveau, ni solution novatrice.

Je trouve plutôt déconcertant que les ministériels vantent les mérites de notre économie quand on sait que sept provinces sur dix souffrent d'un taux de chômage plus élevé qu'avant la récession de 1982. Il est donc aisé de comprendre pourquoi je n'appuie pas cette initiative du gouvernement, monsieur le Président. J'y aurais bien consenti si le gouvernement avait sérieusement donné l'exemple en fournissant aux Canadiens des possibilités égales où qu'ils vivent. Cela ne veut pas dire que, en ma qualité d'habitant de la région de l'Atlantique, je souhaite qu'une partie des richesses de l'Ontario me revienne. Ce n'est pas ce que je préconise. Je veux plutôt que l'on partage équitablement les richesses du Canada. Les députés des régions périphériques du Canada doivent avoir les mêmes possibilités que les autres Canadiens, où qu'ils soient nés. Or, à voir le budget du ministre des Finances, le gouvernement n'a pas atteint cet objectif. Voilà pourquoi je n'appuierai pas l'orientation économique prise par le gouvernement dans les documents budgétaires déposés.

M. le vice-président: Y a-t-il des questions ou des observations?

* * *

MESSAGE DU SÉNAT

M. le vice-président: J'ai l'honneur d'annoncer à la Chambre que le Sénat lui a adressé un message pour l'informer qu'il a adopté, sans amendement, le projet de loi C-12 tendant à modifier la Loi sur les paiements anticipés pour le grain des Prairies.

ORDRES INSCRITS AU NOM DU GOUVERNEMENT

[Traduction]

LE BUDGET

L'EXPOSÉ FINANCIER DU MINISTRE DES FINANCES

La Chambre reprend l'étude de la motion de M. Wilson (Etobicoke-Centre): Que la Chambre approuve la politique budgétaire générale du gouvernement, ainsi que de l'amendement de M. Garneau (p. 3594).

M. Walter Van De Walle (Pembina): Monsieur le Président, je suis heureux de prendre part au débat sur le budget et de m'adresser aux Canadiens, de la part des citoyens de la circonscription de Pembina.

Je veux d'abord remercier mes électeurs de Pembina à qui je dois cet insigne honneur. Dans cette circonscription, nous avons eu la chance d'être représentés, au fil des ans, par des députés remarquables et qui possédaient beaucoup de leadership. Aucun dans cette Chambre n'aura mis autant d'ardeur au travail et de diligence que mon prédécesseur, Peter Elzinga. A titre de membre de la fraternité agricole, je me réjouis particulièrement qu'on lui ait confié le portefeuille de l'Agriculture en Alberta. Les députés voudront assurément se joindre à moi pour lui présenter nos meilleurs vœux de succès.

Je tiens à remercier tous ceux qui m'ont si gentiment accueilli à la Chambre, notamment mes collègues albertains qui m'ont fourni de précieux conseils. Je m'en voudrais de ne pas rendre un hommage tout particulier au premier ministre (M. Mulroney) pour son soutien indéfectible. Au cours de l'élection partielle dans Pembina, quand certains ont voulu enfreindre notre liberté de parole à tous deux, le premier ministre leur a montré comment se comporte un vrai chef.

A mon bon ami le député de Végréville (M. Mazankowski), vice-premier ministre, qui m'a incité à demander l'investiture conservatrice, j'adresse mes remerciements. Son aide constante et ses encouragements sont fort rassurants pour le nouveau venu que je suis à la Chambre. Je désire ardemment servir mes électeurs et travailler avec mes collègues, les députés à la Chambre, à l'édification d'un meilleur Canada.

En 1984, les Canadiens ont confié au gouvernement le mandat de remettre l'économie sur pied. Les Albertains, en fait, tous les Canadiens, peuvent donner au gouvernement le crédit d'avoir limité les dépenses fédérales; d'avoir en deux courtes années réduit de 6 milliards de dollars un déficit exorbitant de 38 milliards de dollars et comme on le prévoit pour l'an prochain, de le ramener à 29,3 milliards de dollars. Les taux d'intérêt ont été réduits à la moitié de ce qu'ils étaient il y a deux ans et demi. L'inflation a été jugulée. Le gouvernement actuel gère les finances d'une manière réfléchie.

Cependant, le problème des disparités régionales subsiste. Si certaines régions du Canada sont florissantes, d'autres ne le sont pas. L'Alberta est durement touchée avec un taux de chômage de plus de 12 p. 100. Le budget du 18 février n'introduisait pas de mesures susceptibles de provoquer de changements radicaux. Il s'agissait plutôt d'une récapitulation, d'un exposé détaillé des résultats des initiatives prises jusqu'à maintenant par le gouvernement, d'une solide plate-forme sur laquelle on pourra fonder les mesures qui nous permettront de niveler les disparités régionales, d'assurer le renouveau économique et de lancer la réforme fiscale.